



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Retraites à 65 ans : le gouvernement agresse les salairé.es

En matière de régression sociale, la Première ministre multiplie les provocations tant elle est impatiente de confirmer que le seul objectif de son gouvernement est de reculer l'âge de départ à la retraite à 65 ans.

Ainsi, elle annonce en même temps, par voie de presse, que dans la 6^{ème} puissance mondiale, le gouvernement va couper l'électricité régulièrement cet hiver et qu'il n'y aurait plus d'argent pour les retraites.

De qui se moque E. Macron et le gouvernement alors que près de 160 milliards d'euros d'aides publiques sont déversées sans contrôle, ni contrepartie, principalement aux grosses entreprises.

Depuis des semaines, E Borne souffle le chaud et le froid, non pas sur le contenu de la réforme mais sur son calendrier.

Aujourd'hui, si quelqu'un en doutait encore, c'est chose faite, son projet est bouclé et sera livré comme un nouveau mauvais cadeau pour les fêtes de fin d'année.

Cette annonce n'est pas très sympathique pour son ministre du travail qui tente de maintenir la tenue de concertations sur les retraites jusqu'à la fin de la semaine prochaine et, ce, malgré l'opposition de tous les syndicats au report de l'âge légal tout comme à l'allongement des trimestres nécessaires pour une pension complète.

Elle n'est pas très sympathique, non plus, avec le grand ordonnateur des assises du travail, F. Bayrou, qui justement les inaugure aujourd'hui sur le thème du « dialogue social ».

Le mépris des salariés et de leurs représentants, ça suffit !

Pour la CGT, c'est évidemment inadmissible de continuer à parler de démocratie sociale dans ces conditions.

Encore une fois, c'est un gouvernement totalement déconnecté des préoccupations des Français mobilisés pour l'augmentation de leurs salaires et la revalorisation de leurs pensions de retraite. Rappelons que la population refuse à 80% tout allongement de l'âge de départ en retraite.

La CGT appelle l'ensemble du monde du travail, à préparer, dès maintenant, les mobilisations qui seront nécessaires pour faire échec à cette réforme et imposer une bonne retraite pour tous dès 60 ans.

Montreuil, le 2 décembre 2022